

La santé avant les profits !



LA LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS EST UNE LUTTE DES CLASSES

DOSSIER:
pages 6-10



Suivez nous sur
Instagram

Vonk_Revolution



SUIVEZ-NOUS SUR
facebook

revolutionsocialiste

YouTube

Vonk Révolution

L'ÉCROULEMENT DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

« C'est de loin la plus grande crise à laquelle le monde a été confronté depuis la Seconde Guerre Mondiale et le plus grand désastre économique depuis la dépression des années 1930. Le monde est arrivé à un moment marqué par des divisions entre les grandes puissances et par une incompétence aux plus hauts niveaux de gouvernement, dans des proportions terrifiantes. » C'est ainsi que Martin Wolf, éditorialiste du Financial Times, décrit la nouvelle situation mondiale créée par la crise du coronavirus. Il ajoute que cette crise entrera dans les livres d'économie comme celle de « La grande fermeture » (The Great shutdown). La pandémie n'est pas la cause de la crise économique mais le catalyseur d'un ensemble de crises multiples. L'économie planétaire était déjà à bout de souffle quand le microbe a frappé ; les dégâts sanitaires n'ont fait que brutalement accélérer et amplifier la tendance à la récession, déjà sous-jacente. On assiste également à un véritable télescopage des crises économiques, politiques et sociales, couplées à une crise climatique et écologique sans pareilles.

Il est difficile, voire impossible, de pouvoir comparer cette période avec un autre moment de l'histoire humaine. On pense naturellement aux effets dévastateurs de la grande dépression des années 1930 ; on se rappelle la déflagration guerrière de 1914, ou encore l'épidémie de la peste noire au XIV^{ème} siècle. Trouver un moment historique qui ressemble à celui que nous vivons aujourd'hui serait, d'une certaine façon, rassurant. On saurait alors à quoi s'attendre. Mais ce tournant majeur dans l'histoire de la société humaine est unique. Il est donc très difficile de prédire ce qui va se passer dans les mois et années à venir. Sauf à dire ceci : aucun retour à la période d'avant le coronavirus n'est possible ; le monde va connaître des bouleversements fondamentaux. Mais surtout, la conscience de millions de travailleurs et de jeunes sera marquée au fer rouge par cette crise qui va les radicaliser et les pousser vers des conclusions révolutionnaires.

Le crash brutal de l'économie mondiale en ce moment dépasse celui de 2008 sur plusieurs aspects. Premièrement, il est véritablement mondial car il entraîne dans sa chute presque tous les pays du monde, alors que ce n'était pas le cas en 2008 : aujourd'hui, 90% des pays connaissent une contraction du PIB par habitant, contre 62% en 2009. Deuxièmement, la Chine de 2008 jouait le rôle d'un pare-choc mondial, permettant à la planète d'éviter de glisser dans la dépression. Aujourd'hui, la Chine est en chute libre. Jamais le pays n'a connu de recul de croissance sur les dernières décennies. Il est désormais exclu que la Chine puisse jouer le rôle de remorqueur de l'économie internationale.

Beaucoup d'économistes, et avec eux beaucoup de dirigeants politiques de droite comme de gauche, essaient de se rassurer. La chute est certes brutale, mais, selon leur pronostic, le



rebond sera rapide et permettra de revenir aux niveaux de production antérieurs. C'est ce qu'ils appellent une reprise en V de l'économie.

Cette version de l'avenir est trop optimiste. A notre avis, l'économie mondiale va tomber dans une crise de longue durée, ponctuée certainement de petits rebonds, mais marquée par une longue agonie. La bourgeoisie fera tout pour faire croire que la cause unique de cette crise est la pandémie. Cependant, la pandémie n'est qu'un déclencheur, qui n'a été érigé au rang d'événement historique que parce qu'il a été concomitant d'une « crise organique » du capitalisme.

LE CAPITALISME PARMIS « LE GROUPE À RISQUE »

S'il était incarné, le capitalisme ferait lui-même partie du « groupe [de personnes] à risque ». Il souffre d'innombrables faiblesses qui se sont accumulées au cours des dernières années et décennies. Il présente tous les symptômes d'un organisme âgé qui se meurt lentement depuis un certain temps. Même avant la pandémie, une récession se profilait à l'horizon et nous, marxistes, avons toujours souligné qu'un événement apparemment anodin suffirait à déclencher un effondrement.

Éditeur Responsable:

Erik Demeester, Rue Fontainas 7 - 1060 Bruxelles

Pour nous contacter: marxiste.be@gmail.com

Abonnement 5 numéros - 10€ / solidarité 15€

Versez sur IBAN BE15 0011 3702 7330

et BIC GEBABEBB avec mention 'Abo'

Le mauvais état de santé du capitalisme s'est manifesté avec la dernière crise majeure, en 2008. Depuis, pas un seul problème n'a été résolu, bien au contraire : le système a été bourré de médicaments qui ne font qu'atténuer les symptômes de la maladie. D'une part ces médicaments deviennent de plus en plus inefficaces en cours de traitement et, d'autre part, ils ont eux-mêmes aggravé l'état de l'organisme. Sur le plan économique, l'expansion du crédit a mené aux niveaux d'endettement les plus élevés de l'histoire (322 % du PIB mondial). Sur le plan social, les années d'austérité ont déjà poussé d'innombrables salariés sous le seuil de pauvreté. Politiquement, ces attaques contre les salariés ont conduit à une perte constante de la légitimité des pouvoirs politiques et à une large radicalisation de la classe ouvrière, qui a commencé à s'exprimer dans des mouvements insurrectionnels de masse à travers le monde, en particulier en 2019. Tout cela a considérablement réduit la capacité des capitalistes et de leurs États à faire face à une nouvelle crise. Ce que nous vivons ici n'est donc pas une contingence dans l'évolution historique, après laquelle tout continuera plus ou moins comme avant. Nous entrons dans une nouvelle phase historique au niveau mondial, qui sera marquée par l'instabilité politique et par une lutte des classes d'une intensité qui éclipsera tout ce qu'ont connu les générations vivantes.

LES LUTTES DES CLASSES À VENIR

Nous allons assister à un chômage de masse, à toute une série de faillites d'entreprises et à des crises budgétaires parce que toutes les créances douteuses accumulées ces dernières années ne pourront être payées (en particulier celles des entreprises). Les États vont tout faire - ils font d'ailleurs déjà tout en ce moment - pour sauver les entreprises les plus importan-

tes. D'énormes sommes d'argent seront dépensées et injectées dans l'économie alors que la dette publique est déjà à un niveau record dans la plupart des pays.

Quelqu'un devra payer pour cela : de l'avis de la classe dirigeante, il est clair qu'il s'agira de la classe ouvrière. Mais cela ne se fera pas sans combat. Les travailleurs et les opprimés commencent déjà à mettre leur poids dans la balance de la lutte des classes : ils se mettent en grève et s'organisent parce qu'ils ne sont pas prêts à risquer leur santé et celle de leurs semblables pour les profits des patrons.

Ces événements sont des coups de marteau sur la conscience des opprimés, des coups qui les forcent à se poser des questions fondamentales au sujet de leur vie et de leur travail : que valons-nous ? Pourquoi le patron fait-il passer les profits avant les vies humaines ? De quel côté se trouve le gouvernement ? La crise révèle qui est le véritable pilier de la société, qui crée réellement toutes les richesses. Elle montre aussi que personne n'a besoin de PDG ou d'actionnaires, et que les salariés eux-mêmes sont les mieux à même d'organiser leur vie pendant ces bouleversements.

Cette classe ouvrière ne sera pas prête à baisser la tête et à accepter de prendre en charge la facture qui lui sera présentée. Confiante en elle - c'est bien elle qui a sauvé des vies et maintenu la société à bout de bras dans les moments les plus difficiles ! - elle passera à l'offensive. Cette classe ouvrière pousse intuitivement dans la direction des idées que nous, les marxistes, avons longtemps propagées. Ce sont les propres idées de la classe ouvrière, une classe sûre d'elle-même qui entre sur la scène de l'histoire.

Rejoignez RÉVOLUTION !

RÉVOLUTION défend les idées du marxisme dans la jeunesse et le mouvement ouvrier. Dans notre journal, nos brochures, nos livres et sur notre site internet, nous nous efforçons de démontrer l'actualité et la vitalité des idées du socialisme révolutionnaire. Nous organisons régulièrement des réunions publiques sur des thèmes théoriques ou d'actualité, notamment sur les universités.

Nous sommes aussi – et d'abord – la section belge et bilingue de la Tendance Marxiste Internationale (marxist.com), qui est active dans une trentaine de pays. Face à la mondialisation capitaliste, les jeunes et les salariés ont plus que jamais besoin d'une Internationale révolutionnaire. Le socialisme ne peut vaincre qu'à l'échelle mondiale. De même, les défis écologiques ne pourront être relevés qu'au niveau mondial, dans le cadre d'une planification rationnelle des ressources.

Il est indispensable de lutter au quotidien pour nos salaires, nos droits, nos conditions de travail et d'étude, contre le racisme et les guerres impérialistes. Révolution participe activement à toutes ces luttes. Mais nous devons également défendre un projet de société alternatif au capitalisme. La crise de ce système remet la révolution socialiste à l'ordre du jour.

Il nous faut lutter pour la nationalisation des grands leviers de l'économie – les banques, l'industrie, la distribution, les transports, etc. – sous le contrôle démocratique des salariés. Dans le cadre d'un plan démocratique et rationnel, l'économie pourra enfin satisfaire les besoins du plus grand nombre – et non plus, comme aujourd'hui, la seule avarice des capitalistes.

Révolution sollicite la participation de tous ceux qui soutiennent son programme et son combat. Pour nous contacter, écrivez-nous à : marxiste.be@gmail.com

«Les besoins des clients étaient plus importants que la santé des employés»

Nous avons a recueillir le témoignage suivant d'un intérimaire du secteur industriel en France voisine. Il met en lumière l'impossibilité de respecter les mesures sanitaires tout en poursuivant cette production, non essentielle en temps de pandémie.

Pour commencer, pourrais-tu te présenter en quelques mots ?

Donc, pour me présenter, je suis un intérimaire qui bosse dans une usine de décolletage faisant des pièces de voitures en sous-traitant pour Continental, par exemple.

Et donc, quelles ont été les premières mesures prises contre le coronavirus sur ton lieu de travail ?

Quand les premiers cas arrivèrent en France, un peu de gel hydroalcoolique a été fourni et des consignes de distance et de non-embrassades ou serrages de mains ont été appliquées – mais très loin d'être respectées – par la direction de l'usine. Mais c'est seulement quand la France est passée en confinement que tout a commencé.

Les règles ont été durcies et ont commencé à être respectées, mais leur effet est resté limité : à quoi cela sert-il d'interdire de se serrer la main quand tout le monde ouvre certaines portes ? Comme la direction ne donnait toujours aucune info sur le futur de la boîte, la panique a commencé à s'installer jusqu'à un message du directeur qui a fait exploser la colère de tous les salariés.

Ce message disait littéralement que les besoins des clients étaient plus importants que la santé des employés. Le directeur montrait clairement quelle était sa priorité et finissait sa lettre en menaçant que l'arrêt de l'usine signifierait une perte d'emploi pour tous les employés.

Ensuite, que s'est-il passé ?

La semaine dernière, nous avons pu enfin avoir une réunion avec directeur. Il répéta son message : « L'usine doit tourner ! J'ai une famille à nourrir » et ajouta que ce moment de pandémie était le moment parfait pour rattraper le retard sur les pièces déjà commandées. On a aussi appris que personne n'aurait droit au chômage partiel, que si l'usine fermait, il faudrait prendre sur les congés payés.

Ce qui m'a le plus marqué, c'est qu'un homme avec une voiture à 220'000 € dise ça à ses employés quasiment payés au SMIC.

Comme moi, tous les employés étaient furieux.

Et donc, qu'est-ce que vous avez fait ?

Un vote a été fait parmi les salariés pour savoir si l'usine fermait ou non (mon vote n'a pas été pris en compte). Ils ont décidé de fermer tout le côté fabrication de pièces et de laisser ouvert le côté qui emballe et envoie les pièces au constructeur (on a du stock devant nous et pouvons tourner sans fabrication pendant un petit bout de temps).

Aujourd'hui l'usine est fermée à 80%, les salariés ne voulant plus travailler ont dû prendre sur leurs congés payés et, lorsqu'ils n'en auront plus, l'usine ouvrira à pleine capacité jusqu'à la fin de la crise ou alors jusqu'à un confinement plus strict venant de l'État.

Et toi-même, comment tu vois la situation ?

Le problème, c'est qu'en tant qu'intérimaire dans les conditions actuelles, je ne peux pas me permettre d'arrêter le travail parce que je n'ai pas droit au chômage partiel. La fermeture de l'usine diviserait quasiment ma paye en deux et je ne peux pas du tout me le permettre. Actuellement, la crise économique me fait plus peur que la sanitaire, je ne suis pas à risque, mais j'ai besoin d'un salaire.

Après, c'est vrai que je trouve dégueulasse qu'on reste ouvert alors qu'on ne fabrique pas de choses de première nécessité, mais il faut quand même que le pays tourne un minimum ; c'est déjà le bordel aujourd'hui économiquement alors je ne veux même pas imaginer après.

Et si l'entreprise devait continuer à payer ton salaire tout en fermant ?

Bien sûr que j'aimerais pour moi ! C'est dans ces moments-là que les grandes fortunes qui s'en mettent plein les poches doivent aider les plus démunis mais là c'est le capitalisme jusqu'au bout !

Après, moi, par rapport à ce que l'entreprise continue à me payer, on me fait des contrats à la semaine. On pourrait donc bien me dire qu'on n'a juste plus besoin de moi. Du coup, pour moi, ça serait du chômage simple. Il a été annoncé qu'il ne serait pas en dessous du SMIC, mais j'imagine que, si je viens d'être au chômage, je serai quand même très loin des 80 % de mon salaire. Je ne sais pas du tout depuis le début de la pandémie ; c'est le gros flou là-dessus.



LA GRÈVE DES LOYERS : UN PHÉNOMÈNE MONDIAL

Par Dorian



Depuis le début de la crise sanitaire, le mot d'ordre de « grève des loyers » a gagné en popularité. Aux Etats-Unis, selon le Wall Street Journal, un tiers des locataires n'ont pas payé leur loyer d'avril. Dans un certain nombre de cas, cela découle d'une décision collective. Depuis le 2 avril, des quartiers entiers de New York et de Los Angeles, par exemple, participent à cette action collective.

En Espagne, des syndicats de locataires ont appelé à la grève des loyers à partir du 1er avril. Pour les familles, les salariés, les petits commerçants ou les auto-entrepreneurs qui n'ont plus de revenus, payer leur loyer n'est pas une option envisageable : « si nous ne sommes pas rémunérés, nous ne payons pas », dit leur slogan. Cet appel a eu un puissant écho à travers le pays. Les syndicats de locataires insistent sur la nécessité d'une réponse collective. Ils appellent les locataires à prendre contact avec eux pour participer à la grève. Ils ont également annoncé la création d'une caisse de grève virtuelle, qui permettra d'assurer « une couverture légale » aux grévistes en cas de procédures juridiques.

Ces collectifs attendent une réponse du gouvernement « socialiste » de Pedro Sánchez, qui s'est contenté de suspendre les expulsions (pendant six mois) et d'ouvrir l'accès à des « micro-crédits » à taux zéro, pour permettre le paiement des loyers. Cette « solution » n'est pas satisfaisante, car les locataires sans revenus ne veulent pas s'endetter indéfiniment. Comme l'a déclaré le militant Ferrán Elias, impliqué dans ce mouvement de grève, « c'est honteux de demander aux plus vulnérables de s'endetter pour pouvoir continuer de payer leur loyer. Les décisions du gouvernement vont, pour le moment, dans le même sens qu'après la crise de 2008 : protéger les grands propriétaires et les banques. Or eux aussi doivent assumer leur part du coût de la crise. »

Le mot d'ordre de la grève des loyers commence également à se répandre parmi les étudiants du Danemark, et notamment les étudiants étrangers : l'agence qui les a aidés à s'installer menace désormais d'expulser ceux qui ne peuvent pas payer leur loyer. Dans le même temps, elle demande à ceux qui sont

rentrés dans leur pays d'origine – pour s'y confiner – de payer le loyer d'un logement qu'ils n'habitent pas...

Au Canada, où un million de travailleurs ont récemment perdu leur emploi, la grève des loyers – à partir du 1er avril – est devenue une réalité. Des milliers de locataires se sont organisés en ligne. Dans les années qui ont précédé l'apparition du coronavirus, la plupart des locataires canadiens ont subi une très rapide augmentation des loyers. La pandémie a été l'élément déclencheur d'un mouvement qui se préparait depuis longtemps.

Cette grève des loyers au Canada est une merveilleuse démonstration du pouvoir de la classe ouvrière. Comme l'expliquent nos camarades canadiens, ce mouvement doit désormais s'étendre au plus grand nombre de locataires possible. Des comités de locataires doivent être constitués pour fournir au mouvement une direction démocratique. La technologie moderne rend tout à fait possibles ces assemblées où les grévistes pourraient discuter de leurs tactiques et de leurs revendications. Un syndicat des locataires pourrait émerger pour coordonner les revendications du mouvement et de les présenter au gouvernement et aux propriétaires.

Cette coordination démocratique convaincrat les autres locataires que la grève des loyers est sérieuse et bien organisée. La condition de la victoire, c'est un mouvement massif et militant. Lui seul pourra porter des revendications visant à la fois les propriétaires et le gouvernement : moratoire immédiat sur les loyers, baisse des loyers, arrêt immédiat des expulsions, paiement complet du salaire pour tous les travailleurs confinés ou licenciés, construction massive de logements abordables.

Pour une planification socialiste et démocratique de l'économie

Par Jérôme Métellus

(Cet article, est une version écourtée de l'article original que vous pouvez lire sur notre site)

La crise mondiale qui a éclaté en 2008 (et celle de 2020 n.d.r.) est un tournant de l'histoire, comme le fut la crise de 1929. Elle a et aura de conséquences colossales de différentes natures : sociales, politiques, diplomatiques, militaires – mais aussi idéologiques. A gauche, les eaux stagnantes des vieux programmes réformistes seront balayées par une radicalité nouvelle. Face au chaos du « libre marché », l'objectif de socialiser et planifier l'économie au profit du plus grand nombre occupera une place de plus en plus importante dans les débats du mouvement ouvrier. Ce processus idéologique adoptera différents rythmes et formes, suivant les pays. Mais partout il trouvera sa voie. Comme l'écrivait Victor Hugo : « Rien n'est plus puissant qu'une idée dont l'heure est venue ».

Ou plutôt revenue, en l'occurrence. La planification de l'économie était au cœur du programme du « socialisme scientifique » élaboré par Marx et Engels au milieu du XIXe siècle. Puis cette idée a pris corps dans une expérience historique grâce à la révolution d'Octobre 1917, en Russie. Certes, le nouveau régime a rapidement dégénéré en dictature stalinienne, ce qui a eu un impact très négatif sur le caractère et les méthodes de la planification en URSS. Mais la révolution russe elle-même et les indéniables succès de l'économie planifiée, malgré le stalinisme, ont eu une influence colossale sur l'ensemble du mouvement ouvrier international. Même des dirigeants réformistes étaient obligés de défendre, les jours de fête et du bout des lèvres, l'objectif général de planifier la production.

La chute de l'URSS et du bloc de l'Est, au début des années 90, fut un tournant majeur. Les bourgeoisies du monde entier proclamèrent la fin du communisme, du socialisme, du marxisme – et même la « fin de l'histoire », selon la formule de Francis Fukuyama. L'« économie de marché » était présentée comme l'horizon de l'humanité, la forme ultime et définitive de son organisation économique et sociale. Cette vague de propagande réactionnaire affecta les sommets du mouvement ouvrier, y compris des partis communistes, dont les dirigeants renoncèrent à l'objectif officiel de renverser le système capitaliste. La base militante était profondément désorientée ; elle accepta ces renoncements sans enthousiasme, sur fond de relative croissance de l'économie.

La roue de l'histoire, cependant, ne s'arrête pas devant les murs de la propagande. La crise mondiale du capitalisme et les politiques d'austérité préparent une polarisation politique et une explosion de la lutte des classes dans tous les pays, sans exception.

CAPITALISME ET PLANIFICATION

Les capitalistes s'indignent chaque fois qu'ils entendent parler de planification. Mais en réalité, ils ne sont pas opposés à toute forme de planification. Ils se livrent eux-mêmes à une planification extrêmement poussée, jusque dans les moindres détails, au sein des entreprises individuelles qu'ils possèdent. Ils n'y laissent rien au hasard. La masse salariale, l'organisation du travail, le transport des marchandises, les dépenses énergétiques, les commandes de fournitures, jusqu'à la plus petite boîte de trombones : tout est calculé, rationné, millimétré – bref, planifié, dans le but de réaliser un maximum de profits. L'exploitation de la force de travail, en particulier, y est élevée au rang d'une science, avec ses méthodes de harcèlement moral, d'atomisation des travailleurs et autres techniques de management plus ou moins barbares.

Cependant, cette planification à l'échelle des entreprises individuelles n'empêche pas l'anarchie de régner au niveau de l'économie dans son ensemble (nationale et internationale), où les lois aveugles du « libre marché » continuent d'opérer. Les entreprises capitalistes sont hyper-planifiées en vue de détruire leurs concurrentes, de leur prendre des parts de marché, etc. En outre, la planification au sein des entreprises capitalistes est anti-démocratique : les salariés, qui produisent tout, n'y ont pas leur mot à dire – sauf à la marge, par le biais des syndicats. La « démocratie » capitaliste s'arrête au seuil des entreprises, où la dictature patronale règne ouvertement.

Le socialisme signifie précisément l'extension de la planification à l'échelle de toute l'économie, bien au-delà des quatre murs des entreprises individuelles, dans le but d'éliminer l'anarchie dans la production et de satisfaire les besoins du plus grand nombre. Et cela suppose non

seulement l'expropriation des grands capitalistes, mais aussi la gestion démocratique de la production – d'abord de l'entreprise individuelle, puis de l'économie dans son ensemble. Le socialisme suppose donc à la fois l'extension et la démocratisation massives des éléments de planification existant sous le capitalisme.

Le contrôle ouvrier et l'expérience russe
Dans le Manifeste, Marx expliquait qu'en développant le grand capital, la « bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs » : les salariés. Non seulement leur nombre et leur poids social ont sans cesse augmenté au détriment des couches intermédiaires de la société, mais le capitalisme les a préparés techniquement et psychologiquement à assurer la direction de la société. Concentrés dans de grandes unités de production, les travailleurs sont obligés d'apprendre à collaborer entre eux, à tenir compte de la division du travail au sein de l'entreprise, voire d'une branche de l'économie. Ils y acquièrent une discipline collective et une expérience de la solidarité entre producteurs. C'est cette situation sociale des travailleurs dans le processus de production – ajoutée à leur statut de classe sans propriété – qui détermine leurs tendances naturellement socialistes. C'est elle, aussi, qui les prépare à la gestion directe et collective des entreprises, une fois celles-ci arrachées des mains des capitalistes.

Cette préparation, cependant, ne peut pas se substituer à l'expérience réelle de la gestion ouvrière de l'industrie. Elle est indispensable aux travailleurs pour apprendre à administrer eux-mêmes une entreprise, puis une branche donnée de l'économie, puis enfin l'économie planifiée dans son ensemble. Ici, de nombreux facteurs entrent en ligne de compte, dont le niveau de la technique et le niveau culturel de la classe ouvrière.

A cet égard, la situation de la classe ouvrière européenne est infiniment meilleure que celle des travailleurs russes de 1917, dont bon nombre étaient illettrés, par exemple. Après la conquête du pouvoir par les bolcheviks, ceux-ci n'ont pas immédiatement transféré les entreprises entre les mains des travailleurs. Leur idée était d'y développer un régime de contrôle ouvrier : les capitalistes demeureraient formellement propriétaires des entreprises, continuaient de les diriger,



s'octroyaient 5 à 6 % de « retour sur investissement », mais étaient soumis, dans toutes leurs décisions importantes, au contrôle des travailleurs, qui avaient ainsi la possibilité d'apprendre les différents aspects techniques, comptables, administratifs, etc., de la gestion d'une entreprise.

Le contrôle ouvrier – qui établit un double pouvoir au sein de l'entreprise – a nécessairement un caractère instable et transitoire. Dans les faits, les capitalistes russes y résistaient de toutes leurs forces, se livraient au sabotage de la production et, souvent, abandonnaient la partie pour fuir à l'étranger. Alors, les ouvriers administraient l'entreprise eux-mêmes. Dans de nombreux cas, les bolcheviks répondirent au sabotage par la nationalisation, à titre défensif.

Malgré les efforts des dirigeants et ouvriers bolcheviks pour coordonner les différentes entreprises entre elles et, ainsi, jeter les bases d'une planification centralisée de l'économie, les travailleurs russes avaient souvent tendance à administrer les entreprises pour leur propre compte, à la façon de coopératives indépendantes les unes des autres. Cela reflétait le faible niveau économique et culturel de la Russie de l'époque. Il en résultait un grand chaos. Les bolcheviks, qui nationalisèrent l'ensemble des grands moyens de production en juin 1918, eurent beaucoup de peine à briser les tendances au « coopérativisme ». Mais ils finirent par y parvenir, malgré les dévastations de la guerre civile, et à coordonner les différentes branches de l'économie sous la direction d'un Congrès des Conseils Économiques. Dans les comités directeurs des entreprises nationalisées siégeaient non seulement des travailleurs des entreprises en question, mais aussi des représentants des autres branches.

ACTUALITÉ DU CONTRÔLE OUVRIER

Dans L'an 1 de la révolution russe, Victor Serge a bien décrit quelques-unes des difficultés inouïes auxquelles fut confronté le pouvoir bolchevik dans la foulée d'Octobre. Il y souligne aussi l'héroïsme des masses, qui à plusieurs reprises ont sauvé la révolution des assauts de ses ennemis intérieurs et extérieurs.

En lisant ce livre, on mesure le gouffre qui sépare les travailleurs russes de 1917 et la classe ouvrière du XXI^e siècle – non seulement en Amérique de Nord, en Europe et au Japon, mais aussi dans bon nombre de pays ex-coloniaux. Le développement du capitalisme au cours du XX^e siècle, en particulier lors des « trente glorieuses », a énormément renforcé le poids social et le niveau culturel de la classe ouvrière. Cela signifie que les tâches de direction et de gestion démocratique d'une économie planifiée présenteront beaucoup moins de difficulté aux travailleurs. Une fois au pouvoir, ils n'auront pas besoin de passer par l'expérience d'une longue phase de « contrôle ouvrier » de la production, c'est-à-dire de double pouvoir entre travailleurs et capitalistes au sein des entreprises. Il est même probable que dans bien des cas cette phase sera inutile. Les travailleurs apprendront à administrer directement la production, sans l'« aide » du patronat et de ses plus proches spécialistes.

Bien sûr, la planification démocratique de l'économie nécessite toutes sortes de techniciens, spécialistes, ingénieurs, etc. Mais ici l'énorme écart entre 1917 et notre époque est évident. En 1917, les techniciens et spécialistes étaient presque tous hostiles à la révolution russe. Pour la plupart issus des classes dirigeantes, leur niveau de vie et leur psychologie les tenaient à distance du mouvement ou-

vrier, qu'ils méprisaient. Ils sabotèrent l'économie dans l'espoir de faire chuter le régime issu d'Octobre, qu'ils détestaient de toutes leurs fibres. Les fonctionnaires du régime tsariste firent de même : ils sabotèrent. Aujourd'hui, à l'inverse, les techniciens, spécialistes, ingénieurs et managers de premier rang sont largement prolétarisés. Ils font de longues heures de travail, sont pressurés par le grand Capital et, souvent, conscients de l'être. La plupart d'entre eux sont issus de la classe ouvrière ou des couches inférieures des classes moyennes. Quant aux fonctionnaires, non seulement ils ne sont plus hostiles au mouvement ouvrier, mais ils en font partie intégrante et en constituent un bataillon puissant et militant. Ceci change le rapport de forces général entre les classes, d'une part, et d'autre part renforce la capacité des travailleurs à administrer une économie planifiée.

Cela ne signifie pas que le mot d'ordre de « contrôle ouvrier » est dépassé, qu'il devra partout et en toutes circonstances céder la place à celui d'administration directe des entreprises par les salariés. La conquête du pouvoir par la classe ouvrière ne se fera pas du jour au lendemain. Et il ne s'agira pas d'un processus linéaire. La révolution socialiste sera précédée par toute une série d'explosions de la lutte des classes, au cours desquelles la question du « contrôle ouvrier » pourra se poser là où ne seront pas réunies les conditions de l'expropriation de l'entreprise et de son administration directe par les salariés. Cela dépendra de circonstances concrètes : du niveau d'organisation et de conscience des salariés en question, de leur lien avec le reste du mouvement ouvrier, de l'attitude des organisations syndicales, de la situation politique générale, etc. Le contrôle ouvrier peut constituer une étape indispensable de la lutte. Mais de par sa nature même, le

contrôle ouvrier d'une ou plusieurs entreprises est une situation instable ; il ne peut constituer qu'une phase transitoire vers l'expropriation et la gestion ouvrière directe. A défaut, un rapide retour à la « normale » – c'est-à-dire à la dictature patronale dans l'entreprise – est inévitable.

« L'ÉCOLE DE LA PLANIFICATION »

La façon dont Trotsky aborde la question du contrôle ouvrier, dans son Programme de transition (1938), n'a rien perdu de sa pertinence. Ce texte fut écrit pendant la Grande Dépression des années 30, qui avait fait exploser la misère et le chômage, comme aujourd'hui. Dans la perspective de préparer la classe ouvrière à diriger la société et l'économie, Trotsky défendait la levée du secret commercial et de grands travaux publics sous contrôle ouvrier. Le passage mérite d'être longuement cité :

« L'abolition du "secret commercial" est le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie. Les ouvriers n'ont pas moins de droits que les capitalistes à connaître les "secrets" de l'entreprise, du trust, de la branche d'industrie, de l'économie nationale tout entière. Les banques, l'industrie lourde et les transports centralisés doivent être placés les premiers sous la cloche d'observation.

« Les premières tâches du contrôle ouvrier consistent à éclairer quels sont les revenus et les dépenses de la société, à commencer par l'entreprise isolée ; à déterminer la véritable part du capitaliste individuel et de l'ensemble des exploités dans le revenu national ; à dévoiler les combinaisons de coulisses et les escroqueries des banques et des trusts ; à révéler enfin, devant toute la société, le gaspillage effroyable de travail humain qui est le résultat de l'anarchie capitaliste et de la pure chasse au profit. (...)

« La lutte contre le chômage est inconcevable sans une organisation large et hardie de GRANDS TRAVAUX PUBLICS. Mais les grands travaux ne peuvent avoir une importance durable et progressiste, tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes, que s'ils font partie d'un plan général, conçu pour un certain nombre d'années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise du travail, au compte de la société, dans les entreprises privées fermées par suite de la crise. Le contrôle ouvrier fera place, dans ces cas, à une administration directe par les ouvriers.

« L'élaboration d'un plan économique, même le plus élémentaire – du point de vue des intérêts des travailleurs, et non de ceux des exploités – est inconce-

vable sans contrôle ouvrier, sans que les ouvriers plongent leurs regards dans tous les ressorts apparents et cachés de l'économie capitaliste. Les comités des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes, des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin de toute l'industrie nationale dans son ensemble. Ainsi, le contrôle ouvrier deviendra L'ÉCOLE DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE. Quand l'heure aura sonné, le prolétariat par l'expérience du contrôle se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée. »

On le voit, le « contrôle ouvrier » n'est ici qu'un pont vers la planification de l'économie, vers le socialisme, dans le cadre d'une offensive générale de la classe ouvrière. Cela n'a rien à voir avec la paisible « cogestion » – entre syndicats et patrons – qui s'est développée en Europe dans les années 70. Cette fiction de « démocratie sociale » n'a rien apporté aux

travailleurs ; par contre, elle a développé la corruption directe et indirecte des couches supérieures des organisations syndicales, ce qui était précisément l'objectif de la classe dirigeante.

L'un des exemples les plus célèbres de cette corruption est le scandale qui a éclaté en 2007, en Allemagne, à propos des millions d'euros de pots-de-vin dont bénéficiaient des dirigeants du syndicat IG Metall dans le cadre de la « cogestion » chez Volkswagen. L'affaire fit d'autant plus de bruit que ces pots-de-vin consistaient en prostituées, voitures de sport et voyages au Brésil. Mais ce n'était que le sommet de l'iceberg. Le problème est organique. Par sa nature même, la « cogestion » n'augmente pas le contrôle des travailleurs sur le grand Capital ; elle augmente seulement le contrôle du grand Capital sur les directions syndicales. Elle n'a donc aucun caractère progressiste.



LA PLANIFICATION EN URSS

Les adversaires du communisme exhibent l'effondrement de l'URSS comme un trophée. N'est-ce pas la preuve définitive de la supériorité du système capitaliste ? Il faut bien sûr expliquer scientifiquement la chute de l'URSS. Mais avant de s'effondrer, l'Union Soviétique a connu des rythmes de croissance économique inédits dans le monde capitaliste, du moins jusqu'au milieu des années 60. C'est un fait que les économistes bourgeois s'efforcent de passer sous silence ou de minimiser, car les succès de l'économie soviétique ont démontré de façon irréfutable la supériorité des méthodes de planification sur le marché capitaliste.

Dès 1936, soit moins de 20 ans après la révolution de 1917, Léon Trotsky analysait les grands indicateurs des progrès de l'économie soviétique et concluait : « Les immenses résultats obtenus par l'industrie, le début plein de promesses d'un essor de l'agriculture, la croissance extraordinaire des vieilles villes industrielles, la création de nouvelles, la rapide augmentation du nombre d'ouvriers, l'élevation du niveau culturel et des besoins, tels sont les résultats incontestables de la révolution d'Octobre, dans laquelle les prophètes du vieux monde voulurent voir le tombeau de la civilisation. Il n'y a plus lieu de discuter avec MM. les économistes bourgeois : le socialisme a démontré son droit à la victoire, non dans les pages du Capital, mais dans une arène économique couvrant le sixième de la surface du globe ; non dans le langage de la dialectique, mais dans celui du fer, du ciment et de l'électricité ». (La révolution trahie)

La viabilité du système économique soviétique a été soumise à une épreuve décisive entre 1941 et 1945, lorsque l'URSS a été envahie par l'Allemagne nazie, laquelle disposait des ressources combinées de pratiquement toute l'Europe. Malgré 27 millions de victimes dans ses rangs, l'URSS a réussi à vaincre l'armée nazie – puis, après 1945, à reconstruire son économie dévastée dans un laps de temps très court. Elle est alors rapidement devenue la deuxième puissance industrielle au monde, derrière les Etats-Unis.

En 1917, la Russie était un pays arriéré, semi-féodal et largement illettré ; à la fin des années 50, l'URSS était une économie moderne, disposant d'un quart des scientifiques au monde, de systèmes de santé et d'éducation comparables à ce qu'il y avait de meilleur en occident – et capable, la première, d'envoyer dans l'espace un satellite, puis un homme. Elle a multiplié par cinq son PIB entre 1945

et 1979. Une transformation aussi fulgurante n'a aucun équivalent dans les annales de l'humanité.

Ces succès sont d'autant plus remarquables qu'ils ont été réalisés malgré les énormes distorsions et faux frais d'une planification bureaucratique de l'économie. Pendant toute une période, la bureaucratie stalinienne n'a constitué qu'un obstacle relatif au développement des forces productives. Autrement dit, elle jouait un rôle relativement progressiste, comme « gardienne » des nouveaux rapports de production issus d'Octobre. Mais cette situation contradictoire ne pouvait durer indéfiniment. La bureaucratie parasitaire a fini par constituer un obstacle absolu au développement de l'économie soviétique. Elle ne jouait plus aucun rôle progressiste. Entre 1965 et 1970, le taux de croissance moyen de l'URSS était de 5,4 %, ce qui marquait déjà un recul. Entre 1971 et 1978, il est tombé à 3,7 %, soit à peu près au même niveau que les pays capitalistes avancés de l'époque. En soi, c'était déjà une très mauvaise nouvelle. Mais les choses ne firent que s'aggraver. A la fin de l'ère Brejnev, l'économie soviétique s'embourbait dans la stagnation.

C'est au fond ce qui détermina la chute de l'URSS et la restauration du capitalisme en Russie. Marx expliquait que la viabilité de tout système économique et social dépend, en dernière analyse, de sa capacité à développer les forces productives et, ce faisant, à accroître l'empire de l'homme sur la nature. L'URSS n'a pas échappé à cette loi d'airain. Même si les rapports de propriété issus de la révolution d'Octobre représentaient un pas-de-géant par rapport aux rapports de propriété capitaliste, cela ne garantissait pas automatiquement la victoire définitive des uns sur les autres. Dès les années 30, Léon Trotsky expliquait que les contradictions intérieures de l'URSS portaient en elles les éléments d'une régression vers l'économie de marché – à l'initiative de la bureaucratie elle-même. C'est ce qui a fini par se produire au début des années 90.

ISOLEMENT ET ARRIÉRATION

L'analyse détaillée des contradictions de l'URSS et de sa dynamique générale dépasse les limites de cet article. Léon Trotsky s'y est livré avec brio dans La révolution trahie, un ouvrage incontournable pour comprendre les forces et les faiblesses de la planification soviétique. Ici, rappelons que jusqu'en 1924, année de la mort de Lénine, tous les dirigeants du parti bolchevik (Staline compris) expliquaient que la victoire définitive du socialisme était inconcevable dans les limites géographiques de l'URSS. Dans des

dizaines de discours et d'articles, Lénine répétait que les bolcheviks avaient commencé une révolution dont la consolidation en Russie même dépendait de son développement sur l'arène internationale. Or les révolutions qui ont éclaté en Europe dans la foulée d'Octobre se sont soldées par des défaites, notamment du fait de la trahison des dirigeants socio-démocrates.

La défaite de la révolution allemande de 1918-23, en particulier, a porté un coup sévère aux espoirs des masses russes. C'est dans ce contexte que Staline et ses affidés ont commencé, en 1924, à défendre la théorie du « socialisme dans un seul pays », en l'occurrence l'URSS. Cette aberration théorique correspondait aux besoins et à la psychologie d'une bureaucratie naissante déterminée à profiter paisiblement de sa position et de ses privilèges, à l'abri des soubresauts de la lutte des classes internationale. Mais cette « théorie » avait sa logique propre. Peu à peu, la bureaucratie soviétique se transforma en un monstrueux obstacle sur la voie de la révolution mondiale. En un cercle toujours plus vicieux, chaque défaite des travailleurs en dehors de l'URSS renforçait l'isolement de celle-ci, la démoralisation de ses masses – et donc le pouvoir de la bureaucratie soviétique ; et plus ce pouvoir augmentait, plus la bureaucratie avait les moyens de paralyser, en retour, la classe ouvrière mondiale.

A la fin de la révolution espagnole de 1931-37, ce processus a atteint un point culminant. Le stalinisme et ses agents criminels du GPU y ont joué un rôle ouvertement contre-révolutionnaire. A ce stade, la bureaucratie stalinienne craignait les révolutions socialistes comme la peste, car elles risquaient de pousser les masses russes dans la voie d'une révolution politique dirigée contre cette même bureaucratie. Celle-ci sauvait sa peau à court terme, mais au prix de renforcer l'isolement de l'URSS et, ainsi, de préparer son effondrement ultérieur.

Le développement de la bureaucratie soviétique était lié à la fois à l'isolement de la révolution russe et à l'extrême arriération économique et culturelle du pays, ces deux facteurs interagissant l'un sur l'autre. En ce qui concerne les bases économiques – décisives, en dernière analyse – du bureaucratisme, Trotsky résumait le problème de la façon suivante : « L'autorité bureaucratique a pour base la pauvreté en articles de consommations et la lutte de tous contre tous qui en résulte. Lorsqu'il y a assez de marchandise au magasin, les chalands peuvent y venir à tout moment. Quand il y a peu de marchandises, les acheteurs sont obligés de faire la queue à la porte. Sitôt que la queue devient très longue, la présence

d'un agent s'impose pour le maintien de l'ordre. Tel est le point de départ de la bureaucratie soviétique. » (La révolution trahie) Or l'agent chargé du « maintien de l'ordre » sera tenté d'abuser de sa position et de se servir en premier – et mieux que les autres. « Ainsi naît du besoin de la société un organe qui, dépassant de beaucoup sa fonction sociale nécessaire, devient un facteur autonome et en même temps la source de grands dangers pour tout l'organisme social. » (Ibidem)

LA FAILLITE DE LA PLANIFICATION BUREAUCRATIQUE

Dans ce contexte national et international, la démocratie soviétique issue d'Octobre ne pouvait pas se maintenir. Plus la bureaucratie se consolidait, plus elle prenait conscience de ses intérêts de caste et de sa position d'usurpatrice, moins elle pouvait tolérer le contrôle des masses. Elle y mit fin par différentes méthodes, notamment policières. Or comme nous l'avons souligné plus haut, la planification socialiste de l'économie a besoin de la participation démocratique des travailleurs. Tant qu'il s'agissait d'arracher l'économie soviétique à son arriération semi-féodale, de développer une industrie lourde et des infrastructures de base, les méthodes de direction bureaucratiques pouvaient obtenir des résultats, c'est-à-dire des taux de croissance élevés, malgré d'énormes gaspillages de travail humain. Mais avec la complexification croissante de l'économie, surtout après la Deuxième Guerre mondiale, la planification « d'en haut », sans contrôle et participation des masses, engendrait un chaos toujours plus grand. Les relations précises entre industries lourdes, industries légères, agriculture, sciences et technologie ne peuvent pas être trouvées sur simple décision administrative. Dès lors, le gaspillage, l'incompétence et la corruption devinrent organiques, engendrant cynisme, indifférence et démoralisation chez bon nombre de travailleurs.

Sous le capitalisme, les lois du marché exercent un certain contrôle sur la viabilité de telle ou telle production. Une marchandise nécessitant trop de travail au regard de sa qualité ne fera pas long feu, face à la concurrence. Dans une économie planifiée, ce mécanisme aveugle n'existe pas. Il doit être remplacé par la participation démocratique des travailleurs (comme producteurs et comme consommateurs) à toutes les étapes de l'élaboration et de la réalisation du Plan. Mais cela suppose le droit de critiquer, de s'organiser librement, de prendre des initiatives – autant de choses que la caste dirigeante en URSS ne pouvait tolérer.



Le bureaucratisme minait la qualité de la production, et notamment des produits de consommation courante. Les bureaucrates locaux et nationaux avaient surtout à cœur d'atteindre les objectifs quantitatifs qui leur avaient été assignés, quitte à rogner sur la qualité. Ceci leur posait d'autant moins de problèmes qu'eux-mêmes se fournissaient dans des « magasins spéciaux » inaccessibles aux masses, où la qualité des produits était nettement supérieure à la moyenne de ce que consommait le citoyen lambda.

Les conséquences économiques, sociales et culturelles de la restauration du capitalisme en Russie furent catastrophiques, comme l'avait anticipé Trotsky dans La révolution trahie. La supériorité de l'économie planifiée sur l'économie de marché se manifesta de façon négative, pour ainsi dire, à l'occasion de sa dislocation. Entre 1991 et 1997, la production russe s'est effondrée d'environ 60 %. Cette destruction massive de forces productives n'avait aucun précédent dans l'histoire moderne : la Grande Dépression des années 29-33, aux Etats-Unis, s'était soldée par une chute de 30 % du PIB. La Russie des années 90 a vu ressurgir le vieux démon du chômage de masse et les manifestations les plus extrêmes de la pauvreté, par exemple le phénomène des sans-logis. La santé et l'éducation publiques furent dévastées, la situation des femmes régressa de façon drastique. Dans le même temps, un capitalisme mafieux concentrait des fortunes colossales dans les mains des « oligarques ». Les dirigeants de l'ancienne bureaucratie se jetèrent avec avidité dans cette orgie de profits, déchirant aux yeux du monde entier les derniers oripeaux de leur attachement officiel aux idéaux « socialistes ».

CONCLUSION

Analysée d'un point de vue marxiste, scientifique, l'expérience des forces et faiblesses de la planification en URSS ne mène pas à des conclusions pessimistes. Au contraire. L'énorme potentiel de la

planification a été démontré de façon irréfutable, quoiqu'en pensent et disent les intellectuels bourgeois, qui souvent préfèrent n'en rien dire, voire n'en rien penser. Quant à l'inévitable faillite d'une planification bureaucratique, elle n'a pas réfuté le programme du marxisme, mais l'a au contraire validé. Or les conditions objectives d'une planification démocratique de la production sont aujourd'hui beaucoup plus favorables qu'à l'époque de la dégénérescence stalinienne de la révolution russe. Le niveau actuel du développement des forces productives, de la science et de la technologie, comme le poids social de la classe ouvrière, diminuent d'autant les possibilités que le renversement du capitalisme débouche sur la dictature d'une caste parasitaire. Par ailleurs, les merveilles de la technologie moderne, par exemple l'informatique, rendront d'immenses services aux tâches de planification démocratique de la production. Les progrès de l'économie et l'élévation du niveau de vie des masses en seront d'autant plus rapides. Tous les délais seront raccourcis, y compris le développement international de la révolution.

A l'échelle de l'histoire, jamais les conditions matérielles et culturelles d'une révolution socialiste n'ont été aussi favorables. Mais la crise organique du capitalisme signifie que ces conditions ne progressent plus ; au contraire, elles régressent. Il n'en est que plus urgent de construire des partis et une Internationale révolutionnaires déterminés à mobiliser les travailleurs du monde entier vers la conquête du pouvoir. C'est ce qui manque : le facteur subjectif. Le mouvement ouvrier doit tourner la page du réformisme et renouer avec les idées du marxisme – et donc avec l'objectif de remplacer « l'économie de marché » et ses souffrances inouïes par une planification socialiste et démocratique de la production. Elle seule permettra de libérer l'humanité de l'exploitation et de toutes les formes d'oppression.

MAROC : Le régime et les capitalistes sont les véritables ennemis !

Anass Rahimi

« Le mouton passe toute sa vie à avoir peur du loup, mais qui l'égorge à la fin ? Le berger ! », proverbe marocain.

Bien après la Chine (décembre 2019) et dix jours après l'Italie, les autorités marocaines ont annoncé les premières infections au coronavirus (le 2 mars) et les ont évidemment attribuées à des « facteurs extérieurs » : un Marocain venu d'Italie, puis des touristes français.

L'épidémie s'est aggravée et atteint aujourd'hui 2024 cas dont 126 décès (au 15 avril 2020, 45 jours après les premières contaminations) selon les chiffres officiels.

Après avoir négligé l'ampleur du danger, les autorités craignent aujourd'hui l'impact que le confinement aura sur l'économie et les bénéfices des entreprises. Elles ont donc pris des mesures largement chaotiques, suspendant par exemple les vols avec la Chine tout en annonçant recevoir un groupe d'étudiants marocains vivant là-bas. Les autorités ont également affirmé resserrer la surveillance dans les ports et les aéroports, tandis que beaucoup de ceux qui y sont passés ont souligné de nombreux manques de matériel sur le terrain. Cette surveillance s'est progressivement resserrée, jusqu'à l'annonce d'une « quarantaine » puis finalement d'un état d'urgence sanitaire s'étendant du 20 mars au 20 avril.

Une fois cette mesure imposée, les forces de sécurité puis les véhicules blindés de l'armée sont sortis dans les rues, pour « assurer la bonne application de la quarantaine » ; l'État a bien sûr exploité cette situation pour resserrer son emprise et a souvent eu recours à des interventions violentes et humiliantes à base d'insultes, de coups de pied et de gifles, comme en témoignent

de nombreuses vidéos qui circulent sur les réseaux sociaux.

UN PLAN « PROACTIF ET EFFICACE » ?

Toutes ces étapes ont été accompagnées d'une campagne médiatique visant à dépeindre l'État, en particulier sa « majesté », comme l'incarnation de la sagesse et plus encore. L'État n'a-t-il pas fourni une aide à ceux qui ont perdu leur emploi ? Le Maroc n'est-il pas l'un des pays qui ont enregistré le moins de cas, avec moins de 2 000 contaminations et moins de 200 décès ? Cette situation serait même bien meilleure que celle des États-Unis !

Voilà les discours officiels, mais la réalité est toute autre. Ces messieurs-dames oublient, bien à propos, quelques données trop triviales pour eux : le montant de l'aide financière mensuelle pour les ouvriers licenciés atteint seulement 800 dirhams (environ 86 \$) pour une famille de deux personnes, 1000 dirhams (environ 107 \$) pour une famille entre trois et quatre personnes, et 1200 dirhams (129 \$) pour une famille de quatre personnes ou plus. Ces montants suffiraient à un ascète qui n'aurait besoin ni de manger, ni de boire, ni de se loger, ni de toutes les autres bagatelles de la vie quotidienne...

Il faut également comparer ces montants misérables aux sommes absorbées chaque année par le Palais Royal : 230 millions d'euros[1], soit 19 millions d'euros par mois, soit 638 milliers d'euros par jour, rien de moins !

En ce qui concerne le nombre de cas enregistrés, bien que plus de 40 jours se soient écoulés depuis les premières observations, le Maroc est toujours en bas du classement en termes de nombre de tests effectués. Selon les statistiques de Worl-



dOMeters[2] (au 15 avril 2020), à peine 10 359 tests ont été menés sur une population d'environ 36 millions, loin derrière des pays en pleine guerre et dans des situations très difficiles comme l'Irak (qui a déjà effectué 46 135 tests pour 38 millions d'habitants), la Palestine (17 329 tests pour 5 millions de personnes) et d'autres pays qui subissent le blocus impérialiste comme Cuba (20 451 tests pour une population de 12 millions d'habitants), le Venezuela (225 009 tests pour une population de 29 millions), etc.

Nous sommes donc loin de pouvoir constater l'efficacité de « sa majesté » ou de l'Etat de « sa majesté », bien au contraire !

Ceci est normal, compte tenu de l'état désastreux des infrastructures du secteur de la santé au Maroc. Après 60 ans de ce qu'on a appelé l'« indépendance », le Maroc compte encore très peu d'hôpitaux, de lits de réanimation, etc. Bien sûr, quelle peut bien être la nécessité d'investir dans toutes ces choses alors que l'argent peut être utilisé pour l'armement, pour les salaires des hauts responsables ou bien tout simplement détourné par évasion fiscale (la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux et les banques étrangères entre 2004 et 2013 a dépassé 41 milliards de dollars[3]) ?

En conséquence, le Maroc ne dispose jusque à maintenant que de 1 640 lits d'hôpitaux, pour près de 40 millions d'habitants, dont seulement 684 dans le secteur public ! Pour l'ensemble de la période 1960-2014, on enregistre une diminution de 31% des lits d'hôpitaux[4]. Il y a aujourd'hui seulement 3,7 médecins et 2,9 infirmiers pour 10 000 habitants.

C'est une catastrophe, mais ni « sa majesté » ni le gouvernement de « sa majesté » ne sont concernés par cette situation car la majorité des ministres et des membres de la classe dominante ont une double nationalité et se rendent tous en Europe pour se faire soigner. Le problème n'est apparu que lorsque le monde leur a été fermé ; ils ont alors décidé que les lits existants devaient être alloués aux « sang bleu », tout en demandant aux autres, la majorité, de rester chez eux et de faire confiance à leur immunité pour être sauvés.

Enfin, n'oublions pas de signaler que « sa majesté » a quitté le pays pour se réfugier aux îles Canaries, dans son yacht de luxe à 90 millions d'euros[5] !



« DANS LE MÊME BATEAU » ?

Lors de la réunion de la Commission de l'Intérieur et des collectivités territoriales au parlement, le ministre de l'intérieur a fait « appel à l'esprit de citoyenneté pour pouvoir dépasser ensemble cette crise », soulignant que les Marocains étaient tous dans le même bateau.

Quel magnifique bateau que celui-là ! Il ferait même envie à Noé : non seulement il est capable de transporter la poule à côté du renard, mais il est même capable de transporter les médecins à côté du ministre qui les a réprimés il y a deux ans, quand ils sont sortis pour protester contre les conditions catastrophiques du secteur de la santé. Ce bateau peut aussi transporter les travailleurs exploités pour des salaires de misère à côté des vampires qui les obligent toujours à travailler sans aucun moyen de protection !

Selon cette métaphore, nous devrions nous convaincre que le « Makhzen » (appareil d'Etat marocain) se soucie soudainement de la santé des citoyens... C'est pourtant ce même régime qui a imposé des programmes d'austérité à des secteurs vitaux comme la santé, qui incarcère toujours des centaines de militants du Hirk dans le Rif et qui les a condamnés à des centaines d'années d'emprisonnement, uniquement parce qu'ils ont demandé l'installation d'un hôpital dans leur région délaissée.



Nous devrions nous convaincre que le même Etat qui tue des manifestants innocents - et qui a abattu d'un coup de feu une jeune femme dont le seul crime était de migrer dans un bateau loin d'un pays ne lui donnant ni travail ni dignité - s'est soudainement préoccupé du sort de millions de Marocains. Nous devrions également nous convaincre que le même Etat qui laisse 20 000 enfants mourir chaque année de maladies facilement traitables (telles que la diarrhée, la malnutrition, etc.) et ne se soucie pas de la mort chaque année d'une centaine de personnes par piqûres de scorpion, a soudainement commencé à ressentir de l'affection pour elles. Le « Makhzen » ne commet bien sûr pas d'erreurs, et comme il l'a dit, il doit avoir raison !

« CONFINEMENT » NE VEUT PAS DIRE LA MÊME CHOSE POUR TOUS

Bien que le nombre de tests réalisés au Maroc atteigne à peine 10 000, le nombre de personnes arrêtées pour « violation de des règles de confinement » dépasse les 28 000[6] ! Bien sûr, les seuls à être punis sont les travailleurs et les pauvres que leurs conditions de vie obligent à sortir pour essayer de survivre dans ces circonstances difficiles. Ceux qui ont des accointances au sein du gouvernement, comme la sœur de la dirigeante du Parti Justice et Développement, peuvent, eux, contacter le Premier ministre ou une personne influente pour être libérés.

En outre, cette loi ne s'applique évidemment pas aux propriétaires des usines qui imposent aux ouvriers de travailler sans même leur fournir les moyens de protection les plus basiques. Les travailleurs se déplacent dans des moyens de transport surchargés et travaillent épaule contre épaule pendant de longues



heures, sous la menace de licenciement... C'est ainsi que des dizaines de travailleurs dans diverses zones industrielles, notamment Tanger, Casablanca, Marrakech et Fès se retrouvent contaminés, sans parler de leurs familles et de leurs contacts (Casablanca 85 cas, Marrakech 66, Tanger 21 et Fès 68[7]).

L'État a-t-il pris des mesures pour punir ces capitalistes ? Bien sûr que non ! Les syndicats ont-ils bougé ? Impossible, puisqu'ils soutiennent maintenant « l'unité » et « la paix sociale » (unilatérale).

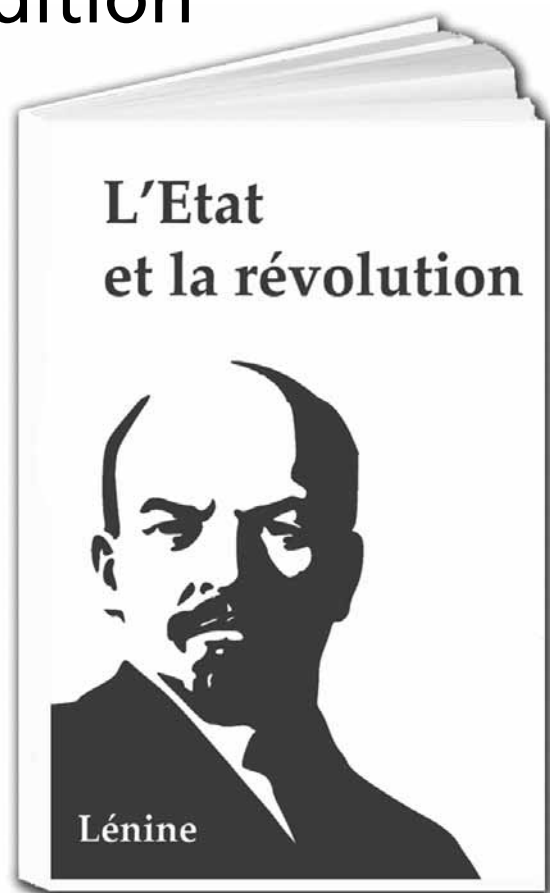
Tout cela confirme que ni le gouvernement ni le système capitaliste ne peuvent aider la société à faire face à la pandémie ; ils sont précisément ce qui l'empêche d'agir, en raison de décennies de politiques d'austérité, de répression et de recherche de profit, au détriment de la vie de millions d'hommes et de femmes.

L'ETAT ET LA RÉVOLUTION, de Lénine. Nouvelle édition

6 euros (plus frais de port).

Les idéologues du système capitaliste présentent l'Etat comme une institution neutre se tenant au-dessus de la société et incarnant l'intérêt général. L'Etat serait une sorte d'entité supra-historique, voire « sacrée ».

Le marxisme déchire ce voile mystique et souligne le caractère de classe de tout Etat. Il y a des milliers d'années, la dissolution du communisme primitif et l'émergence des classes sociales ont déterminé l'apparition des premières formes d'Etat. En dernière analyse, l'Etat est l'instrument de domination des classes dirigeantes sur les classes opprimées. Le marxisme analyse le rôle de l'Etat au cours de l'histoire, mais il explique également sa nécessaire « extinction » sous le socialisme. Dans L'Etat et la révolution, écrit en août 1917, Lénine étudie en détail cette question.



Salutations de mai 2020

ZiNTV

MEDIA D'ACTION COLLECTIVE

Des vidéos, articles et outils en accès libre.
Ajoutez vous-même vos événements
sur l'agenda en ligne.

WWW.ZINTV.ORG

COLLECTIF *des* COURSIERES

[collectif.coursiers@facebook](https://www.facebook.com/collectif.coursiers)

A l'occasion de ce 1er mai 2020, la CGSP Administrations Locales et Régionales de Bruxelles souhaite envoyer à tous les travailleur.euse.s ses vœux de solidarité, de combativité et de lutte.

Tout au long de cette année, la CGSP-ALR a participé activement à de nombreux mouvements de lutte, et ceci tant au niveau des pouvoirs locaux (vaste campagne pour une augmentation salariale de 10%), de nos hôpitaux publics (implication dans la coordination « La Santé en Lutte » qui lutte pour un refinancement général de nos soins de santé), que dans les mouvements pour la justice sociale, fiscale, migratoire et climatique. C'est un combat et une implication que nous ne lâcherons pas.

Dans ce contexte de pandémie du Covid-19, durant laquelle les travailleur.euse.s des soins de santé et tous ceux de première ligne donnent tout ce qu'ils ont au service des citoyens, rappelons-nous que nos services publics sont notre patrimoine à toutes et tous. Ne les laissons pas se faire détruire par une caste de politiques qui ne réfléchissent que par le prisme du rendement et du capital. Préparons-nous à lutter encore plus nombreux.euses ! Solidarité !



www.cgspalrbru.be



Qui sommes-nous ?

Révolution est la publication francophone de la Tendance Marxiste Internationale en Belgique. Elle se donne comme objectif de renforcer les idées d'un véritable socialisme au sein du mouvement ouvrier et des jeunes.

Notre activité se développe tant sur le terrain des idées que sur celui des luttes menées par la jeunesse ou encore la politique suivie par les organisations du mouvement ouvrier. Pour conduire une transformation socialiste de la société. Pour cela il faut construire un mouvement marxiste au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse .

Au sein de Révolution se retrouvent des jeunes et des travailleurs qui se sont donné l'objectif de lutter pour le socialisme en Belgique (en Flandre autour de Vonk) et dans le monde entier au tour de la Tendance Marxiste Internationale (TMI). Pour nous le capitalisme est synonyme de guerre, chômage, précarité, austérité, famine et oppression pour la grande majorité de la population de la planète. C'est le prix à payer pour qu'une infime minorité de gens, les capitalistes de tous poils, continue à s'enrichir grâce au fait qu'elle détient les moyens de production.

Paradoxalement, les avancées technologiques et productives réalisées sous le capitalisme, renferment un potentiel extraordinaire pour sortir le monde de l'ornière de la misère. Mais pour réaliser cette prospérité il faut que les moyens de production cessent d'être en possession d'une minorité qui ne s'en sert qu'au seul but de faire du profit. Pour que la richesse créée ne soit plus accaparée par cette minorité, il faudra qu'elle devienne aussi une propriété collective, sociale. Il faut une planification rationnelle de l'économie qui remplacera le désordre de l'économie de marché avec son flot de

crises, de chômage, de fermetures.

Changer la société, c'est bien beau mais comment ? Toute l'histoire du mouvement ouvrier est jalonnée par cette question. En nous appuyant d'une part sur les leçons, victoires ou défaites, réussites ou échecs et d'autre part sur le marxisme, nous y répondons de la façon suivante :

- 1) rien ne se fera sans la mobilisation et la construction d'un rapport de force.
- 2) tout changement doit aller à la racine du problème.
- 3) il faut une force sociale, la classe ouvrière, pour bousculer l'ordre établi et faire advenir une autre société.

Mais alors, réforme ou révolution? Toute réforme qui est imposé par la mobilisation pour améliorer les conditions de vie du monde du travail doit être défendue. Mais aujourd'hui, en pleine crise du capitalisme, de telles réformes ne seront plus tolérées par la classe dominante et elle agira alors d'une manière telle qu'une confrontation générale ne doit plus être évitée. Toute réforme sociale doit être liée à l'idée d'une transformation totale de la société. Un gouvernement de gauche issu des urnes ou de la mobilisation devra alors pousser plus loin et aller jusqu'à enlever à la classe dominante toutes les armes qu'elle saurait utiliser. Cela n'est possible qu'en s'appuyant sur la mobilisation généralisée du monde du travail et ne saurait donc se limiter au cadre de la légalité d'un système capitaliste dont nous pensons que l'humanité doit se libérer. Nous appelons ça une révolution, ce n'est pas un gros mot ni un rêve que se passe dans les latitudes lointaines. Cette révolution doit aussi arriver chez nous.

LA SANTÉ AVANT LE PROFIT

AUCUNE CONFIANCE DANS LES GOUVERNEMENTS

PASSONS L'ADDITION AUX PATRONS !



www.marxiste.be

1. Toute la production non essentielle doit être arrêtée dans les zones affectées pour éviter la propagation de la maladie, et les travailleurs doivent recevoir une paie complète pendant toute la fermeture.
2. Partout, nous devons demander l'expropriation de toutes les institutions de santé privées. Toute l'industrie médicale et pharmaceutique doit être immédiatement nationalisée, sous contrôle ouvrier, pour venir immédiatement en aide à tous ceux qui en ont besoin.
3. Pour un refinancement massif du secteur de la santé.
4. Arrêtons le championnat du monde 'trouvons un vaccin contre le coronavirus' entre labos privés. Nationalisons tous les centres de recherche médicale. La recherche doit se faire de façon transparente et coordonnée à l'échelle mondiale pour trouver les moyens efficaces contre le coronavirus et d'autres maladies.
5. Des mesures de santé et de sécurité doivent être adoptées au travail pour tous ceux qui doivent continuer, les coûts étant portés par les entreprises. Si le patron déclare qu'il n'y a pas d'argent, il faut demander l'ouverture des livres de comptes. De telles étapes doivent être discutées et entreprises par les travailleurs eux-mêmes, sous la supervision des délégués syndicaux et des comités de travailleurs élus. S'il n'y a pas de syndicat, c'est l'occasion de commencer à organiser et à demander la reconnaissance d'une section.
6. Organisons des comités d'entraide et de solidarité dans les quartiers. Personne ne peut rester seul ou être abandonné.
7. Un contrôle strict des prix doit être imposé sur tous les biens de première nécessité. Il faut exproprier toutes les usines capables de produire du matériel d'hygiène et des équipements médicaux. Dans les quartiers des comités et les partis de gauche doivent assurer le contrôle des prix et empêcher le développement du marché noir.
8. Toutes les expulsions et saisies doivent être bloquées. Les maisons vides utilisées par les super riches pour spéculer doivent être placées sous contrôle public pour donner un logement aux sans-abris.
9. Les ressources nécessaires pour combattre la pandémie ne peuvent pas être trouvées en augmentant le déficit budgétaire ou la dette nationale, ce qui serait payé plus tard par les travailleurs, avec des politiques d'austérité. Il faut introduire immédiatement une taxe sur les grandes entreprises. Il faut également appeler à la nationalisation des banques pour rediriger les ressources selon les besoins, fournir des fonds aux ménages, aux petites entreprises, et aux secteurs affectés par les fermetures.
10. Les industries menacées de faillite doivent être nationalisées et mises sous le contrôle de la classe ouvrière, pour protéger les emplois et les travailleurs. Les richesses paralysées par les monopoles doivent être expropriées pour financer les mesures d'urgenc.
11. Le gouvernement d'union nationale est une tromperie. Nous n'avons pas les mêmes intérêts que les riches et leurs partis politiques. Tous ces partis qui soutiennent l'union nationale veulent faire payer le prix de cette crise par les travailleurs et les allocataires sociaux. Nous avons besoin d'un gouvernement de travailleurs, c'est-à-dire un gouvernement par, pour et des travailleurs et de leurs familles. Seuls les travailleurs peuvent sauver les travailleurs. C'est seulement avec de telles mesures que la pandémie peut être terrassée et qu'on fera payer les riches pour les conséquences économiques. Le capitalisme est un système malade. Il ne peut pas être réformé. Ce n'est qu'un changement révolutionnaire et socialiste qui peut apporter des solutions.